COMPOSITION

Dynamiques géographiques des grandes aires continentales.

L’Afrique, les défis du développement. Le continent africain face au développement et à la mondialisation.

Vous montrerez dans quelles mesures on peut affirmer que l’insertion croissante de l’Afrique dans la mondialisation a entraîné un développement accru et significatif ?

 Les investissements massifs réalisés par les puissances du Sud comme le Brésil et la Chine en Afrique ces dernières années, les fortes croissances des Produits Intérieurs Bruts (PIB) de certains États du Nord (Maroc) ou du Sud (Afrique du Sud) du continent contrastent avec les images chocs des colonnes de réfugiés (Soudan du Sud, Centrafrique) et l’insécurité chronique (Région des Grands Lacs, Sahel). **L’Afrique est-elle enfin partie ?**  Le sujet invite à lier la mondialisation (Interconnexion et interdépendance croissantes des territoires *via* les échanges commerciaux et culturels) et développement (Augmentation de la capacité d’agir des individus par l’amélioration de leurs conditions de vie, pour reprendre la définition d’Amartya SEN, 1970) : **la mondialisation créé-t-elle du développement en Afrique ?** En privilégiant une approche géohistorique (*Géohistoire de la mondialisation. Le temps long du monde*, GRATALOUP, 2012), il faudra montrer, au contraire de nombreuses idées reçues, que **l’Afrique est fortement insérée dans la mondialisation** culturelle et même celle de l’économie libérale **en dépit d’un poids en valeur minime** (I.) mais qu’elle reste, peut-être à cause de sa forte insertion dans la mondialisation, le **continent d’un développement lent** et très inégalement distribué (II.), et ce à toutes les échelles géographiques et sociologiques. Enfin (III.) il faudra analyser les tendances récentes, celles d’une **montée en gamme des économies africaines** au sein de la mondialisation et d’une diffusion plus rapide du développement économique et social.

\* \* \*

 Parce que l’Afrique abrite la majorité des Pays les Moins Avancés (PMA), on en déduit rapidement qu’elle est peu insérée dans la mondialisation. Validant au passage et sans le dire que l’insertion dans la mondialisation créé mécaniquement de la croissance, donc du développement. Incontestablement, **l’Afrique pèse peu dans la mondialisation** économique (1.) mais la **mondialisation compte sur l’Afrique** en même temps qu’elle s’y invite (2.) et **cette mondialisation prédatrice** s’explique essentiellement par la **sous-industrialisation** (3.) du continent.

  Si on prend la mesure de la richesse, les pays africains représentent **une part mineure de la richesse mondiale** : pour 16% de la population mondiale (1,2 milliards d’habitants, 2014) elle réalise moins de 5% du PIB mondial. Le PIB annuel de l’Afrique représente l’équivalent du PIB français sur la même période. Le PIB/hab./an moyen en Afrique est inférieur à 4 000 dollars (US$) soit le tiers du PIB/hab./an moyen et la moitié de la médiane. L’Afrique regroupe 33 des 47 Pays les Moins Avancés (1971, ONU, PMA) soit 70% de ce groupe : établie en 1971 par l’Organisation des Nations Unies, le groupe des PMA est constitué des pays ayant un PIB/hab./an inférieur à 999US$, un Indice de Développement Humain (IDH) faible (Moins de 0,520) et une économie peu diversifiée reposant essentiellement sur les services publics et l’extraction des matières premières. Les PMA représentent 12% de la population mondiale mais seulement 1% du PIB mondial. **La part de l’Afrique dans le commerce mondial est mineure** : elle ne représente que moins de 1 000 milliards des 20 000 milliards de dollars des exportations mondiales (2015), soit moins de 5% du commerce de biens et de services. Si elle est excédentaire dans le commerce des matières premières (+12%), elle est déficitaire dans celui des services (-10%). Bien sûr, derrière ces statistiques continentales, il existe de **fortes disparités, et ce à toutes les échelles.** 36 des 46 pays de l’ONU ayant un IDH faible sont des pays subsahariens. L’Afrique subsaharienne est la plus pauvre des Afriques, même si paradoxalement les deux premières économies africaines (Le Nigeria grâce aux exportations pétrolières, et l’Afrique du Sud) sont les deux 1ères du continent. L’Égypte représente ainsi à elle seule 20% des services du continent. Les économies nord africaines, essentiellement marocaine, sont plus diversifiées et mieux insérées dans les échanges mondiaux : les secteurs du Bâtiments et des Travaux Publics (BTP) et bancaires marocains investissent massivement dans la zone sahélienne. **Les pays disposant d’un littoral sont avantagés** dans un contexte de libéralisation des échanges de biens qui se traduit par une hausse du trafic maritime, qui réalise 80% des échanges mondiaux de marchandises. Certains pays africains ne vivent que des activités de transit avec l’intérieur des terres, comme le Bénin (Zone Industrialo-portuaire de Cotonou) en Afrique de l’Ouest dans le Golfe de Guinée. Les villes, dont les **villes géantes** (Le Caire, Lagos, Johannesburg) constituent le cœur d’aires urbaines de plus de 10 millions d’habitants (20 millions pour Le Caire, Égypte) et sont les **portes d’entrée privilégiées de la mondialisation** économique et culturelle. Cependant, loin d’une dichotomie caricaturale entre villes et campagnes, l’inégal accès aux produits de la mondialisation se voit peut-être plus au sein même des villes : les villes africaines voient le coefficient de GINI augmenter avec leur taille : plus elles sont peuplées, plus elles sont inégalitaires. Les *townships* d’Afrique du Sud, les bidonvilles de Lagos, les quartiers informels dans les périphéries de toutes les capitales africaines rappellent que la ville est d’abord le territoire des inégalités sociales. Mais l’inégal accès à la mondialisation des Africains ne se limite pas à des jeux d’échelles emboîtées : **les femmes sont les grandes marginalisées de la mondialisation en Afrique**. Les violences faites aux femmes dans les zones rurales (Excision, infibulation), les taux de scolarisation dans le supérieur (Moins de 3% des filles d’une génération accèdent à l’université au Niger) sont autant de stigmates de la marginalisation.

 Pourtant réduire la mesure de l’intégration d’un territoire dans la mondialisation au poids financier des flux qu’il génère est réducteur et hypocrite : la mondialisation n’est pas seulement un processus économique mais aussi culturel, c’est passer sous silence le fait que **les matières premières minières africaines sont stratégiques** pour le fonctionnement même de la mondialisation. Par exemple la République Démocratique du Congo (RDC) possède 80% des réserves mondiales de Coltan, un minerai dont on extrait le niobium à la base des condensateurs de l’aéronautique et les filtres de la téléphonie mobile (60% de l’utilisation du niobium), des alliages de cobalt pour la construction des réacteurs et le revêtement des missiles et des engins spatiaux. Acheté 50 dollars le kilo au Kiwu, il est revendu sur le marché officiel à près de 50 000 dollars. **L’industrie mondiale de la téléphonie, de l’aéronautique, de l’armement et de l’industrie spatiale utilisent des matières premières extraites d’Afrique** : peut-on dire que parce que ces matières sont vendues à vil prix, l’Afrique n’est pas dans la mondialisation, comme on a pu dire qu’elle n’était pas dans l’histoire ? L’implantation récente des firmes des Industries Agroalimentaires (IAA) dans l’huile de palme et la culture de plantation des hévéas montre que l’Afrique constitue le nouveau territoire d’implantation des Firmes Transnationales (FTN) : comme celle du Groupe BOLLORÉ *via* ses filiales de la Société Financière des caoutchoucs (Socfin, à 38,75%) en RDC, qui détient 29 000 hectares de terres dans le bassin du Congo. En RDC (2014) plus d’un million de terres ont été défrichés, deux fois plus que la déforestation annuelle au Brésil. Difficile de prétendre que l’Afrique est mal insérée dans la mondialisation quand les FTN de la planète y font leur marché. La carte des voies ferrées et des routes africaines montre clairement l’extraversion des économies d’un continent qui a hérité de la colonisation (XIXe-XXe siècles) et des flux de la Traite (XVIe-XVIIIe siècles) un réseau de transport plongeant des gisements de matières premières vers les côtes. **L’Afrique est donc le poumon minéral** du monde. En témoigne la hausse des Investissements Directs Étrangers (IDE) dont le montant dépasse (2013) celui des aides au développement. Si elle est **faiblement acteur** de la mondialisation économique, elle est un acteur essentiel de la mondialisation culturelle. La présence des Africains aux conférences TEDx de *The Sapling Foundation* en témoigne, comme celle de Chimamanda NGOZI ADICHIE (Prix MacArthur 2008) qui y a notamment prononcé son discours « Nous sommes tous féministes » (Montréal, 2012) repris par la suite par la star planétaire BEYONCÉ (2013) dans son titre *Flawless*. Nelson MANDELA (Prix Nobel de la Paix), Léopold Sédar SENGHOR, Nadine GORDIMER (Prix Nobel de Littérature) sont des acteurs de la culture politique et artistique mondiale. **La culture africaine s’exporte et participe en métissant les autres cultures** **à la construction d’une culture mondialisée** en partie africaine. La mondialisation s’importe-t-elle pour autant ? Parce que Internet y est moins présent qu’ailleurs (Moins de 10 utilisateurs pour 1 000 habitants, un des taux les plus bas du monde) la mondialisation se diffuse avec un plus grand nombre de médiateurs et avec des médias plus classiques (Télévisions, postes de radio, presse papier…). Mais la téléphonie mobile, et les possibilités qu’offrent les Smartphone d’accéder à la radio et à l’Internet, révolutionne les pratiques politiques et sociales : le « Printemps arabe » en Tunisie, en Égypte, en Libye et en Syrie s’est fait grâce à l’utilisation efficace par les opposants des réseaux sociaux (Facebook, Twitter). 300 millions de téléphones cellulaires se vendent chaque année en Afrique ! La révolution contre Blaise COMPAORÉ (Burkina Faso, 2014) a vu la mobilisation des jeunes dans la rue grâce aux informations données par les activistes sur les pages des réseaux sociaux. **Les migrants**, qui **rapatrient chaque année près de 33 milliards de dollars vers l’Afrique** subsaharienne sont aussi une forme de connexion avec le Reste Du Monde (RDM).

 Comment comprendre cette situation de subordination économique ? L’Afrique est le continent qui pèse le moins dans les échanges mondiaux, mais c’est aussi **le continent le moins industrialisé**. Si 80% du PIB africain est réalisé par les secteurs secondaire et tertiaire, les **matières premières** agricoles (Cacao, café, bois, huile de palme et caoutchouc) et minières (Uranium, pétrole, or, coltan-niobium) représentent **80% de la valeur des exportations** africaines. Les économies africaines sont les moins diversifiées, les pays industrialisés (Maroc, Afrique du Sud) ou en voie d’industrialisation (Médicaments génériques au Mozambique et en Tanzanie, OGM en Ouganda, assemblage automobile au Nigeria) sont rares et l’industrie réduite à l’état d’embryon voire de prototype économique. **Comment comprendre cette sous-industrialisation massive** du continent ? Plusieurs facteurs permettent de comprendre cette sous-industrialisation chronique. Le **1er facteur est démographique** : les densités humaines faibles depuis les temps protohistoriques (Fin du Néolithique) n’ont pas rendu nécessaire le passage vers des sociétés techniciennes comme aux extrémités de l’Eurasie, Europe de l’Ouest et mondes chinois (Ian MORRIS, *Pourquoi l’Occident domine le monde…Pour l’instant*, 2010, aussi Jared DIAMOND *De l’inégalité parmi les sociétés*, Prix Pulitzer 1998). À ces analyses déterministes qui prédominent aujourd’hui, s’ajoutent **des facteurs historiques** (2e facteur): la saignée démographique masculine des traites (Interne, saharienne, arabe) et plus particulièrement la « Traite atlantique » (du XVIe siècle au début du XIXe siècle) qui fut la plus courte mais la plus massive, (50% des esclaves déportés) et **l’orchestration par la colonisation (XVIIIe siècle – XXe siècle) de la sous-industrialisation** (Timothy MITCHELL, *Carbon Democracy*, 2012 et Kenneth POMERANZ, *Une grande divergence*, 2000). Le 3e facteur, historique également, tient aux **politiques de développement suivies par les « pères des indépendances » et qui privilégièrent le développement humain** (Santé, scolarité, énergie) plutôt qu’économique et laissèrent donc, portés par le *boom* des matières premières (1960-1980) consécutif aux « Trente Glorieuses » (Jean FOURASTIÉ, *Les « Trente Glorieuses » ou la révolution silencieuse (1945-1975)*, Fayard, 1979), cette « économie de rente » liée aux marchés mondiaux, devenir endémique en Afrique. **4e facteur, la logique libérale de la mondialisation des économies**, qui privilégie les avantages comparatifs et fait des pays africains faiblement industrialisés par l’histoire des pourvoyeurs de choix pour les matières premières agricoles ou minières. L’Organisation Mondiale du Commerce (OMC, 1994, Genève) interdisant les barrières douanières, l’Afrique n’avait plus la possibilité à la fin du XXe siècle de suivre le modèle des Nouveaux Pays Industrialisés d’Asie (NPIA-1) et des « BRIICS » (Brésil Russie, Inde, Indonésie, Chine et South Africa) d’industrialisation par substitution des importations. **5e facteur d’ordre de la politique internationale**, de nombreux **pays africains sont sous tutelle** financière et politique étrangère, souvent celle de l’ONU et de ses agences. Grevés par près de 100 milliards de dette publique et autant de dette privée, les États africains sont dépendants de l’Aide Publique au Développement (APD). Le Niger (Dernier IDH, 0,304) dépend à 50% de son budget propre des ressources minières de l’uranium, et 80% de ses dépenses publiques sont couvertes par l’APD : difficile dans cette situation de mise sous tutelle financière de décider de sa politique économique publique, surtout si elle contrevient aux sacro-saintes règles du « consensus de Washington ». Le Fonds Monétaire International (FMI) et le *World Bank Group* (Banque mondiale, WBG) surveillent de près les dépenses et les investissements des PMA, et sont souvent réticents – même si c’est moins qu’auparavant - à autoriser des entorses à la dérégulation ou à la libéralisation des économies. Sans économie diversifiée – même si l’Afrique du Sud et le Maroc offrent de beaux contre-exemples – **l’Afrique est condamnée à exporter des matières premières peu transformées et à importer des produits manufacturés** qui interdisent le développement de firmes manufacturières locales. N’étant pas créatrice de Valeur Ajoutée (VA), l’Afrique reste donc en marge de la valeur des échanges mondiaux, dégage peu d’épargne et n’accumule pas de capital. Un **6e facteur** financier et technologique entre en jeu : **la faible bancarisation et le coût prohibitif de l’argent** en Afrique. Le crédit est restreint aux citadins titulaires d’un emploi salarié ou de biens fonciers, les taux de crédits élevés (15% à 20%) font que l’argent circule mal, les économies manquent de liquidités.

\* \* \*

La mondialisation est donc fortement insérée en Afrique. L’Afrique est aussi fortement insérée dans la mondialisation, mais de manière inégale selon les territoires et les classes sociales ou les genres, et souvent en situation de subordination, voire de tutelle. Pour autant **la mondialisation fabrique-t-elle du développement ?** Le continent est d’abord celui des très **forts retards** de développement (1.), mais aussi celui des **forts contrastes** et ce à toutes les échelles (2.) retards et contrastes qui s’expliquent essentiellement par des **facteurs endogènes** dont l’**insécurité** et la **défaillance énergétique** sont les causes essentielles (3.).

L’Afrique reste **le continent des retards de développement et des fortes inégalités sociales**. L’IDH est inférieur à 0,769 (pour l’Afrique du Nord et l’Afrique du Sud), inférieur à 0,520 dans les pays de l’Afrique subsaharienne. Les trois quarts des PMA sont subsahariens. **Les stigmates du mal développement** sont nombreux et se lisent à toutes les échelles. La **croissance démographique** forte – qui témoigne d’une faible scolarisation des filles et de sociétés encore peu sécularisées – est supérieure à 2,6% par an. La population d’un 1,2 milliards d’habitants, multipliée par 5 depuis 1960, représente 16% de la population mondiale (Contre 8% en 1900). L’**indice de fécondité** (5 enfants par femme) est le plus élevé, les pics (Niger, 8 enfants par femme) se concentrant dans la zone sahélo-saharienne. Les conséquences de la pauvreté sur les populations (Définition la plus crue de ce qu’est le « mal développement ») se traduisent par des taux de **mortalité infantile** forts : les cinq pays dans le monde aux taux de mortalité infantile les plus élevés sont tous africains, les trois quarts des pays africains ont des taux de mortalité infantile supérieurs à 50‰. L’espérance de vie est faible (56 ans en moyenne) et s’effondre à moins de 50 ans dans les pays sahéliens (Mali, Niger et Tchad). La **population** africaine reste essentiellement **rurale** : les deux tiers des Africains sont des ruraux, souvent des paysans dans un monde rural encore dominé par l’agriculture. Les villes connaissent des croissances spectaculaires (Population urbaine multipliée par 15 en 50 ans) mais la gestion des villes, géantes ou non, reste un défi sanitaire et social : quartiers informels, situés en zone fragile (marécages, zones inondables), population privée d’eau, d’évacuation des déchets, de transports efficaces. Le prix du foncier explose avec l’augmentation de l’exode rural. Selon le cabinet Mercer (2016) les « pires villes du monde » sont souvent africaines : après Bagdad (230e/230) on trouve Bangui (229e), Khartoum (226e), Kinshasa (223e) ou Conakry (221e) ! Près de 75% des **habitants sont pauvres** au regard des critères multidimensionnels de la pauvreté du Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD) : 70% au Niger, mais plus de 80% en Éthiopie. La **scolarisation, en progrès, reste cantonnée au Primaire** (75% d’une génération) mais s’effondre dans le supérieur (Moins de 6% d’une génération contre 13% en Asie et 70% dans la Triade), frappant de marginalisation les filles, mariées précocement : moins de 3% des filles accèdent à l’université au Niger. Plus grave, pour les générations nées dans les années quatre-vingt, quatre-vingt dix et 2000, alors que les Plan d’Ajustement Structurel (PAS) imposés par le FMI et la Banque mondiale étaient encore la norme, et alors que les États privés de ressources par les privatisations et la libéralisation de leurs économies peinaient à payer les salaires des fonctionnaires, **la maîtrise des langues officielles à reculé** : au Niger moins de 15% de la population a une maîtrise indépendante du Français, langue de l’État. Au Niger la scolarisation a progressé, mais la maîtrise du Français a reculé, preuve d’une scolarisation effectuée en langue vernaculaire, au mépris des directives nationales. Le **poids des élites traditionnelles**, mieux armées idéologiquement et culturellement face au pouvoir, se renforce partout. La corruption reste un mal endémique. Selon l’Organisation Non Gouvernementale (ONG) *Transparency International*, la **corruption sévère frappe tous les types d’États** : États faillis comme la Somalie (score de 8/100, 175e rang sur 177), États pétroliers riches comme la Libye (score de 15/100, 172e rang), États anglophones comme le Zimbabwe (21/100, 157e rang sur 177) ou francophones comme le Tchad (19/100, 163e rang). La faillite des États se mesure aussi à la **généralisation des conflits** d’ultra basse intensité : 20% des Africains vivent dans des zones de guerres ou de guerres civiles. Et ce alors qu’il n’existe aucune guerre déclarée sur le continent ! **Les régimes politiques restent** **bloqués** souvent autoritaires (Éthiopie, RDC, Ouganda) voire dictatoriaux (Soudan, Tchad, Togo), et parfois encore propriété d’une famille (BONGO au Gabon, OBIANG en Guinée Équatoriale, GNASSINGBÉ au Togo).

Si le **continent africain** est celui des forts retards de développement, il **est aussi celui des forts contrastes** de développement, et ce à toutes les échelles. À l’échelle continentale, **l’Afrique du Sud fait figure d’exception**. Avec un IDH de 0,629 (121e mondial, catégorie des IDH moyens), une population urbaine à 65% et un taux d’alphabétisation de 90% (Contre 60 pour l’Afrique subsaharienne) elle présente à la fois l’exemple d’une transition réussie (Nelson MANDELA en 1994, Thabo MBEKI en 1999 et Jacob ZUMA en 2008), d’une économie diversifiée. Les problèmes sont nombreux et ils sont connus (Criminalité, ségrégation sociale forte, coefficient de GINI de 60/100, un des quatre plus élevés du monde). Mais l’Afrique du Sud reste la seule puissance industrielle et géopolitique du continent : membre des BRIICS, *gateway* de la Chine en Afrique, membre du forum Inde-Brésil-Afrique du Sud IBAS, à la tête de la *Southern African Devlopment Community* (SADC, 1992, 15 membres) et préside la Commission de l’Union Africaine avec Nkosazana DLAMINI-ZUMA. Les États de **l’Afrique du Nord**, et plus particulièrement l’Égypte et le Maroc, constituent la région la plus développée d’Afrique : les économies sont en voie d’industrialisation (Exception faite de la Libye), la population alphabétisée, la transition démographique est achevée, l’espérance de vie égale à celle d’Europe, le PIB/hab./an en Parité de Pouvoir d’Achat (PPA) 3 fois supérieur à la moyenne africaine. Les IDH sont tous supérieurs à la moyenne africaine. L’interface méditerranéenne joue à plein pour dynamiser des économies qui profitent des migrations anciennes (Les « remises » des immigrés marocains de France, Belgique et Pays-Bas représentent 10% du PIB marocain), attirer une population de touristes (Égypte, Tunisie où le tourisme représente 10% du PIB, et le Maroc), même si les économies nord-africaines se tournent aussi vers les marchés asiatiques et sahéliens. À **l’échelle macro-régionale, les régions littorales** proches des axes de transports maritimes (Afrique australe, Golfe de Guinée, pointe occidentale de l’Afrique de l’Ouest, Canal du Mozambique jusqu’au Kenya) sont les plus dynamiques et connaissent les niveaux de développement les plus élevés. Ainsi en Tanzanie (65% de couverture de la population par des téléphones cellulaires), où la fondation Bill et Melinda Gates aidée de Microsoft développent des applications mobiles « *Mobile Mathematics* » pour permettre aux élèves *via* un Smartphone d’accéder à des cours et des exercices, et aux enseignants de suivre des formations à distance. Partout en Afrique, **les villes – en dépit des problèmes** d’adduction, d’assainissement et d’évacuation des eaux, de la fourniture électrique et des transports ou de la criminalité – sont des pôles de développement majeurs. Cela s’explique par la **proximité mécanique avec les services** de l’État (Éducation, santé), la présence des entreprises qui embauchent, la possibilité d’avoir accès à l’électricité (même si c’est souvent les lampadaires publics et le réfrigérateur de l’épicier du quartier), la possibilité enfin de se détacher dans l’anonymat de la ville des pesanteurs de la tradition villageoise. Mais **les quartiers informels coexistent avec les quartiers huppés** : Luanda en Angola est une des villes les plus chères du monde ! La disparition des liens traditionnels entraîne aussi la disparition des solidarités lignagères : on mendie en ville, on vole et on s’y prostitue aussi pour survivre. Les politiques municipales de *gentryfication* (Construction d’*Eko Atlantic City* à Lagos) entraînent l’expulsion *manu militari* et sans solution de relogement des pauvres, parfois avec le financement de la Banque mondiale. Mais **c’est en ville que l’hypothétique classe moyenne africaine vit** : ces 13% (Selon le cabinet d’audit Deloitte, entre 30 et 50 dollars de revenus par jour) ou 33% (Selon la Banque Africaine de Développement, BAD, entre 2 et 20 dollars par jour) d’Africains vivant selon des normes mondialisées. Les matières premières ne sont pas une panacée garantissant un fort niveau de développement. Les pays pétroliers (Angola, Nigeria, Gabon, Congo Brazzaville) qui dénotent par leur PIB spectaculaire (+20% par an en Angola entre 2005 et 2010) ont parfois des IDH faibles (Comme le Nigeria). Des IDH nationaux moyens (Comme au Gabon avec 0,683, 106e mondial) ont une population pauvre : la moitié des 2 millions de Gabonais vivent sous le seuil mondial de pauvreté (1,25 dollars de revenu journalier).

On vit mieux en Afrique quand on vit près des littoraux et / ou en ville : un **phénomène de littoralisation et de métropolisation qui n’est pas propre à l’Afrique** mais concerne l’ensemble d’un monde mondialisé. Preuve en est que l’Afrique est bien dans la mondialisation, même si cette mondialisation fabrique que peu et très lentement du développement. Quels sont alors les principaux **freins au développement** ? C’est la question posée par Sylvie BRUNEL (*L’Afrique est-elle si bien partie ?*, 2014). Pourquoi la croissance ne produit pas un développement mieux diffusé au sein des sociétés africaines ? D’abord parce que **la croissance africaine est largement en trompe l’œil** : certes elle se maintient entre 4 et 7%, mais la moyenne mondiale est à 5,5% entre 2010 et 2015, des performances africaines qui n’ont rien à voir avec les performances japonaises des années cinquante (+8%/an entre 1955 et 1965) ou asiatiques (+8%/an dans les années 1980’) et loin des performances chinoises (+12% en moyenne entre 2000 et 2008). Durant les mêmes périodes, l’Amérique du Nord et l’Europe de l’Ouest, pourtant dans leur « âge d’or » (1945-1975), connaissaient des croissances du PIB de 6%/an. Un rattrapage est-il envisageable à moyen terme ? Portée par les matières premières, la croissance africaine en épouse les contours. Entre 2013 et 2015, l’Algérie a vu son budget diminuer de 70%, au grès de la division par 3 des cours des hydrocarbures ! Défalquée des produits pétroliers, la croissance du PIB de l’Angola est quasi nulle. Retranchée d’une croissance démographique de 3% et d’une inflation annuelle comprise entre 2% et 1,5% la croissance nette de l’Afrique subsaharienne ne dépasse pas les 2 ou 3%, mieux que celle de l’Europe (Qui peine à atteindre les 1%) mais juste pour ce qui est requis lors d’un *take off* industriel (ROSTOW, *The Stages of Economic Growth*, 1960) alors que les États africains n’ont pas la possibilité d’accompagner cette croissance moyenne d’investissements massifs dans les « industries industrialisantes ».  **Second facteur, l’enclavement** d’un grand nombre de pays africains (20% n’ont aucun accès à un littoral, ni directement ni *via* des voies ferrées ou des routes goudronnées) renchérit les coûts des importations et diminue la valeur des exportations. **Troisième facteur, les faibles densités humaines** qui dispersent les consommateurs sur des distances énormes (Au Niger la capitale politique est distante de la capitale économique de près de 1 000 kilomètres) qui rendent certains territoires non rentables : les infrastructures sanitaires, scolaires, énergétiques et d’assainissement ne peuvent s’étendre pour toucher que quelques milliers de consommateurs. Un kilomètre de réseau électrique coûte 15 000€. L’Afrique n’est pas un marché. **Quatrième facteur, la faiblesse du réseau électrique** : vétuste, insuffisant, souvent surchargé puis coupé, au débit incertain, l’électricité est le défi majeur de l’Afrique. Si l’accès à l’électricité est garanti à presque 100% au Maroc, elle ne touche en moyenne que 32% des Subsahariens. Il faudrait 860 milliards de dollars pour connecter l’Afrique à l’électricité à 100% avant 2030 selon la BAD (Et lui faire gagner 2 point de croissance / an). **Cinquième facteur, la transparence économique et politique** : l’environnement des affaires reste incertain. La corruption gangrène les appareils d’État, et les douanes en particuliers, entraînant des surcoûts cachés dans les transactions commerciales. Si les réseaux d’entente informelle protègent les opérateurs locaux bien en cour, elle décourage les investisseurs étrangers les plus petits, souvent plus audacieux mais plus fragiles et moins aptes à faire jouer les relations politiques ou diplomatiques pour s’implanter. **Sixième facteur, la violence :** pirates au Nigeria, coupeurs de route partout, bandes armées dans la région des Grands Lacs et dans la Corne de l’Afrique, guerres civiles du Lac Tchad au Kiwu, attentats terroristes (Bamako, novembre 2015 et Ouagadougou, janvier 2016). **Septième facteur, la captation des richesses produites par une bourgeoisie d’affaire et d’État** propriétaire du foncier urbain et périurbain, propice à se placer sur les marchés publics mais aussi à faire évader ses capitaux : l’évasion fiscale annuelle en Afrique est évaluée par la Banque mondiale à l’équivalent de l’APD. **Dernier facteur, les pesanteurs sociales :** les femmes en sont de bons exemples. Alors qu’elles travaillent la terre 96 minutes de plus que les hommes, et qu’elles réalisent 80% de la production agricole africaine, elles ne possèdent que 15% des champs cultivés (Makhtiar DIOP, Banque mondiale, 2016). Elles représentent 61% des chefs d’entreprises en Côte d’Ivoire mais n’y exercent que peu de fonctions de commandement. Seul le Rwanda, avec 51 des 60 sièges de l’Assemblée Nationale ose une **politique volontariste de promotion de la femme africaine**.

\* \* \*

 L’**émergence** de l’Afrique est à la fois **politique et géopolitique** (1.), **sanitaire et sociale** (2.) et **économique** (3.). Si les dynamiques sont encourageantes, l’**équilibre** du continent reste **fragile** et dépend largement de la ténacité des gouvernements à garder le cap mais aussi à la **solidarité internationale** qui doit accompagner les **efforts** nationaux et régionaux des organisations intergouvernementales et **des peuples**.

 La situation politique africaine ne peut se saisir sans prendre en compte l’histoire politique récente. **La fin de la « Guerre froide » (1947-1991) a entraîné un dégel géostratégique** de grande ampleur : l’alliance avec les dictatures africaines n’étant plus aussi vitale que pendant le demi-siècle précédent, les anciennes métropoles coloniales ont souvent annexé leur aide bilatérale à la libéralisation des régimes. Le cas le plus célèbre est celui de Nelson MANDELA, membre de l’*African National Congress* (ANC), libéré en 1990 et élu président en 1994. Le président François MIETTERRAND (1981-1995) avait lors du « discours de la Baule » (1990) lié la question de l’aide à celle de **la disparition progressive des régimes d’exception**. Il en a été de même sur l’ensemble du continent où les transitions se sont généralisées : aujourd’hui les deux tiers des pays africains vivent au rythme d’élections et des alternances. L’Angola, le Zimbabwe, le Rwanda, la RDC, l’Ouganda, l’Éthiopie, le Soudan, le Cameroun, le Tchad, le Gabon, le Togo, la Guinée Équatoriale et la Gambie font figures d’anomalies. Si les nations se sont démocratisées, **le continent s’est apaisé** : certes 20% des Africains vivent dans des zones de guerres, et des foyers de fortes instabilité naissent rapidement (Centrafrique 2013), mais les années de crimes de la « décennie du chaos » (1979-1989) et de la Première Guerre mondiale africaine (1994-2002) sont terminées. L’**Union Africaine** (1963 OUA, 2002 UA) a **accompagné la fin des guerres civiles en Sierra Leone et au Libéria**, elle intervient au Mali et en Somalie dans le cadre de la lutte contre les terroristes d’*Al Qaeda* au Maghreb Islamique (AQMI) et les Shebabs, tandis que sur les rives du lac Tchad une force quadripartite (Cameroun, Niger, Nigeria et Tchad) jugule la menace de Boko Haram avec l’aide de mercenaires sud-africains. Ses échecs au Rwanda (1994) pendant le génocide contre les Tutsis, au Soudan pendant le génocide contre les Zagawas du Darfour (2006), en Centrafrique (2013), sa complaisance avec les dictatures les plus clownesques (Zimbabwe, Cameroun, Guinée Équatoriale), sa complicité avec des chefs d’États poursuivis par la Cour Pénale Internationale (CPI) ne sont pas moins glorieux que ceux de l’ONU ou des grandes puissances, anciennes métropoles coloniales ou non, sur les mêmes dossiers. **Les mobilisations de la jeunesse** des grandes agglomérations contre les présidents élus qui souhaitaient prolonger leur mandat au-delà des limites constitutionnelles (Dakar, collectif « Y en a marre ! » 2012, Ouagadougou en 2015, Bénin en 2016) les interventions militaires pour remettre le pouvoir à des forces démocratiquement élues (Niger 2009, Guinée 2010, Côte d’Ivoire 2011) montre que **le sentiment démocratique est relativement enraciné dans la culture politique urbaine** en Afrique. **L’Afrique pèse également sur la scène internationale** : dans le domaine sportif, elle décide largement avec ses 54 fédérations de l’élection du président de la Fédération Internationale de Football Association (FIFA), et les dirigeants africains, par leur plus ou moins bonne volonté, décident du sort des conférences sur le climat (Échec de Copenhague, 2009, réussite de la COP21 de Paris, novembre 2015). Si les tendances récentes sont positives, les **défis restent importants**. Au premier chef **l’extension de l’accès à la démocratie à toutes les couches de la population** : les ruraux et les jeunes sont encore faiblement inscrits sur les listes électorales. Les élections coûtent chères et doivent continuer à être en partie financées par les institutions internationales : l’Union Européenne (UE), l’UA, l’ONU, le FMI et la Banque mondiale participent régulièrement au financement et à l’organisation des scrutins. **La démocratie doit être plus inclusive** et le personnel politique reste encore trop souvent affilié à un petit nombre de familles historiques issu des chefferies ou des groupes armés ayant concouru aux indépendances. Les classes moyennes forment une part mineure de la direction des appareils politiques. **La stabilité régionale** est évidemment le défis majeur pour tous les gouvernements : révolution en Libye, guerre civile au Sud-Soudan, reprise de la guerre civile au Mozambique, viols de guerre au Kiwu, effondrement de la Somalie, les chantiers de la stabilisation politique en Afrique restent des défis que l’Afrique ne doit pas avoir à régler seule.

 L’apaisement du cadre politique et sécuritaire, aux échelles nationale, macro-régionale et continentale, a permis **une diffusion plus rapide du développement humain en Afrique**. La croissance du PIB/hab./an de 5% à 6% en moyenne ces 15 dernières années, inégale selon les régions et la typologie des pays, a cependant permis l’essor en ville d’une classe moyenne africaine, même si les contours de cette dernière sont encore loin d’être définis clairement. Il existe désormais une *Shining Africa* comme il existe une *Shining India*. La Banque Africaine de Développement (BAD) propose de définir la classe moyenne par une fourchette de revenus journaliers compris en 2 dollars et 20 dollars, catégorie reprise par le PNUD qui établit que 33% de la population africaine est dans la classe moyenne. Les cabinets d’audit internationaux comme Deloitte préfèrent retenir un critère de revenus plus élevés et font commencer **la classe moyenne à 30 dollars pour l’arrêter à 50 dollars. Selon ces critères, 13% de la population africaine font partie de la classe moyenne**. Qu’est-ce qui distingue cette nouvelle classe sociale ? Des standards de consommation tout d’abord, dans les domaines de l’éducation (écoles privées), de la santé (Cliniques plutôt que les services des hôpitaux et des dispensaires), loisirs (Tourisme, vacances prise en dehors de la famille, visite des musées et des sites touristiques nationaux) mais aussi un certain nombre de trait sociaux et économiques communs : maîtrise de la langue nationale, diplôme du supérieur, travail salarié pour l’épouse, emploi dans les services, famille nucléaire, planning familial. Des caractéristiques d’une **appartenance à une culture mondialisée** qu’on retrouve dans les centres villes en Chine ou en Inde. Cette classe moyenne est aussi productrice de développement humain à destination des ruraux et des classes sociales plus fragiles. En témoigne par exemple, en Éthiopie, l’initiative de Bruktawit TIBAGU et de son mari Shane ETZENHOUSER, fondateurs de l’entreprise sociale *Whiz Kids Workshop*, créateurs de la marionnette girafe « Tsehai », **la « Girafe qui adore apprendre »** et qui donne des conseils de santé, d’éducation et de sécurité chaque semaine à 5 millions de téléspectateurs, essentiellement des enfants, et plus de 25 millions d’auditeurs. Un don d’*US AID* d’1,2 million de dollars va permettre de créer 25 nouveaux épisodes, mais aussi de former des instituteurs à l’utilisation des livres pédagogiques développés par l’entreprise autour du personnage de Tsehai. Le prix *Rolex Awards for Entreprise 2010* a permis le lancement d’une application pédagogique mobile. Le cas de Tsehai n’est pas isolé et manifeste **la conscience panafricaine et sociale d’une nouvelle classe moyenne africaine désireuse de construire un développement inclusif**, préoccupé de faire sortir un maximum d’Africains de la pauvreté et des stigmates du mal développement. Au-delà de ces cas particuliers, l’implication des États pour accompagner ces initiatives privées et en démultiplier les effets s’observe de plus en plus sur le continent. C’est ce qu’on appelle **le micro développement**, qui ne prétend évidemment pas aux effets massifs des investissements des États ou des Firmes Transnationales (FTN) mais s’approche au plus près des publics visés. Ainsi en va-t-il également des entreprises de financement participatif, souvent situées au Nord pour assurer le financement de projets socio-économiques au Sud. C’est le cas de *Suncities*, une coopérative française de financement, spécialisée dans le financement participatif de projets électriques : elle a levé 49 000€ en France pour l’équipement électrique en Casamance (Sénégal) d’une boutique multiservices (Réfrigérateur, congélateurs, recharges de téléphones portables). Chaque donateur verse 200€ et devient propriétaire de quatre parts sociales de *Suncities*, pour un rendement annuel de 5% maximum. Lendosphère, également dans le financement participatif, a levé en moins de 26 jours par Internet plus de 260 000€ pour l’électrification de 1 500 foyers ruraux au Sénégal. Ces initiatives privées s’inscrivent dans la lignée de Mo IBRAHIM, fondateur de Celtel, revendu pour près de 4 milliards de dollars. Ce qui a permis de créer la Fondation IBRAHIM pour la bonne gouvernance en Afrique, dotée d’un prix de 5 millions de dollars et d’une rente viagère annuelle de 200 000 dollars, accordés à des chefs d’État ayant favorisé durant leur mandat la bonne gouvernance et la démocratie. **La synergie exceptionnelle entre pouvoirs publics, institutions internationales et initiatives privées contraste violemment avec le comportement apatride d’une partie importante des très hautes élites politiques** et administratives des pays d’Afrique, plus soucieuses de transférer patrimoine et liquidité dans les pays du Nord, que d’investir sur place. Excepté le clientélisme politique, les élites africaines investissent peu en Afrique : l’essentiel des initiatives de fonds vient de la *diaspora* ou des classes moyennes urbaines.

 **Quelles sont les *success stories* africaines ?** René DUMONT (*L’Afrique noire est mal partie*, 1962) pointait les faiblesses des économies africaines, et en particuliers la sous-industrialisation et la très faible productivité des services dans les entreprises, et des administrations. Jean-Joseph BOILOT et Stanislas DEMBINSKI dans *Chindiafrique, la Chine, l'Inde et l'Afrique feront le monde de demain* (2013) parient sur une émergence de l’Afrique au tournant des années 2030-2050. Quels signes annoncent ce basculement de l’économie-monde vers l’Afrique au milieu du XXIe siècle ? Grâce à la **métropolisation et à l’extension des réseaux de transports** (Comme la « boucle ferroviaire » construite par le Groupe Bolloré et qui reliera Cotonou et Abidjan *via* Niamey, Ouagadougou et Bobo-Dioulasso) **l’Afrique se constitue lentement en marché.** Un marché aujourd’hui de 450 millions d’urbains, guère moins grand que celui de l’Inde et ses 600 millions de citadins. Le marché africain reste cependant moins riche (Deux à quatre fois moins) que l’Inde et la Chine, mais les analystes escomptent que la fameuse « classe moyenne » prenne le relais bientôt. Il s’est vendu 300 millions de téléphones portables en Afrique (2014), et certains pays d’Afrique subsaharienne affichent des taux de couverture mobile impressionnants : c’est le cas de la Tanzanie (65%) par exemple. **Les IDE ont dépassé (2013) l’APD, manifestant le dynamisme plus fort de l’initiative privée** devant la coopération interétatique ou les aides bilatérales. L’APD recule d’ailleurs, l’objectif du 1% du PIB des pays riches consacré à l’aide n’étant atteint par aucun pays dans le monde, à l’exception notable de la Suède. La moyenne s’établit à 0,2% du PIB de la Triade consacrée à l’APD. De plus en plus l’aide publique passe par des agences nationales chargées de piloter des projets privés à destination productive immédiate : en France c’est le rôle de l’Agence Française de Développement (AFD) qui vient d’être adossée à la Caisse des Dépôts et Consignations (CDC), la banque de l’État, et dont les investissements (2015) viennent de dépasser la barre des 12 milliards d’Euros. Cette **« privatisation » de l’APD** accompagne la **privatisation des économies africaines** : depuis les PAS des années 1980’ les entreprises d’État sont devenues des entités privées. C’est le cas, au Niger, de l’ancienne Société Nigérienne des Eaux (SNE) devenue Société d’Exploitation des Eaux du Niger (SEEN, Groupe Veolia). Cette privatisation d’un secteur sanitaire sensible s’est accompagnée d’un cahier des charges avec des objectifs sociaux (Prix d’entrée modeste pour les foyers qui consomment peu). Elle évite aussi aux États de se servir de ses sociétés comme de réserves de liquidités. **Les BRIICS investissent** en Afrique, essentiellement le **Brésil**, dans l’Afrique du Golfe de Guinée autour de la Guinée Bissau, en Angola et au Mozambique. Ces investissements sont centrés sur le secteur minier et **les routes latéritiques en zones forestières**. L’Inde investit également, d’abord en Afrique d l’Est et des Grands Lacs, deux macro-régions de présence ancienne de la **diaspora indienne**: des investissements concentrés d’abord dans les secteurs de la téléphonie (Airtel-Celtel) et des services aux entreprises. **C’est la Chine qui réalise les investissements les plus diversifiés et les plus significatifs**, s’adjugeant même des contrats de BTP pour des investissements payés par des pays du Golfe arabo-persique ou les institutions européennes, quand les FTN européennes ne sous-traitent pas elles-mêmes à des entreprises chinoises. Déjà n°1 du BTP en Afrique (45% du marché), **la main d’œuvre chinoise s’installe également**. On compte plus d’un million de Chinois installés en Afrique, dont les trois quarts en Afrique subsaharienne : une fois les chantiers des grandes compagnies de BTP terminés, ils restent et se lancent dans le petit commerce de proximité. **L’Afrique n’est elle donc qu’un marché en croissance** mais secondaire ? Les *start-up* subsahariennes investissent le marché de Web 2.0, souvent avec des financements marocains et sud-africains. Les jeunes entrepreneurs bénéficient de plus en plus de structures d’accompagnement, comme le FabLab de Dakar (Sénégal) par exemple. Mais **la concurrence est rude avec les firmes du Nord**, en témoigne l’échec de MXIT du Namibien Herman HEUNIS qui proposait des envois *low cost* de SMS en Afrique australe : après avoir culminé à 10 millions d’utilisateurs, l’irruption de *Whatsapp* (2011), l’entreprise à perdu 90% de ses clients et la firme a fait don de ses actifs à *The Reach Fondation*, une fondation spécialisée dans l’éducation. Mais les initiatives se multiplient : ainsi au Maroc, le groupe Saham, spécialisé dans la santé privée, lance « Sana éducation » et ouvre des lycées privés. Une manière pour les entreprises d’**investir dans l’économie de la connaissance**.

\* \* \*

**Loin du misérabilisme** des années quatre-vingt et quatre-vingt dix, mais **loin aussi de l’enthousiasme** un peu rapide des années 2000 où certains voyaient déjà l’Afrique comme le géant économique du 1er XXIe siècle, **l’émergence de l’Afrique** à l’heure de la contraction du marché des matières premières **apparaît dans sa complexité**. Indéniablement les signes de l’émergence économique sont forts, le développement se diffuse vite et plus loin dans les périphéries des villes et dans les campagnes, l’assise géopolitique de l’Afrique est plus solide. **L’Afrique n’est plus « continent détourné »** dont parlaient HIRSH et POTIN (BOUCHERON, *Histoire du monde au XVe siècle*, 2012, Paris). Mais **les défis restent énormes et les succès fragiles** : les tensions entre modernités et traditions sont récurrentes. La décision de la maire de la ville d’Uthukela en Afrique du Sud de conditionner les bourses scolaires aux seules jeunes filles capables de fournir chaque année un certificat de virginité montre que les populismes s’invitent dans la démocratie africaine aussi…

© **Erwan** BERTHO (Février 2016, révision Mars 2016)

Pour une actualisation régulière des sources, reportez-vous à la catégorie [hglycee.fr / SOURCES & RESSOURCES / Les sources Géographie L’Afrique : les défis du développement] ou cliquez sur le lien hypertexte ici.